

Européennes : le RN et LRM au coude-à-coude

A deux mois du scrutin, la mobilisation reste faible et les intentions de vote sont loin d'être figées

deux mois exactement du scrutin européen, les principaux rôles sont désormais distribués, depuis la désignation de Raphaël Glucksmann à la tête d'une liste associant les socialistes au mouvement Place publique et celle de la ministre Nathalie Loiseau comme chef de file de la liste La République en marche (LRM).

Pour autant, entre le mouvement des « gilets jaunes » qui ne désarme pas et le grand débat national qui se prolonge, les Français n'ont manifestement pas encore la tête à cette échéance européenne. Tel est le principal enseignement de la deuxième vague de l'enquête électorale réalisée par Ipsos Sopra-Steria du 21 au 25 mars auprès de 10 049 personnes pour *Le Monde*, le Cevipof (Sciences Po) et la Fondation Jean-Jaurès.

Une faible mobilisation Comme il y a un mois, trois Français sur quatre (74 %) se déclarent intéressés par le scrutin européen, mais ils ne sont que 42 % à se dire certains d'aller voter. Si la participation s'annonce, à ce stade, plus forte chez les sympathisants de LRM (55 %), du Rassemblement national (RN, 52 %) et des Républicains (LR, 50 %), elle est, en revanche, nettement moins soutenue dans l'électorat de gauche et, en particulier, dans celui des écologistes (39 %). Si 57 % des plus de 65 ans se disent certains d'aller voter, le pourcentage tombe à 31 % chez les moins de 35 ans.

Des choix stables... Les intentions de vote n'ont pas enregistré d'évolution majeure depuis la fin février. Avec 23,5 % (+ 0,5 point), soit pratiquement le score d'Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle, la liste de La République en marche et du MoDem continue à faire la course en tête, qu'il y ait ou non une liste « gilets jaunes ». Elle devance le Rassemblement national : celle-ci progresse de 1 point, à 22 %, sans liste « gilets jaunes » et de 1,5 point, à 21 %, si les « gilets jaunes » parvenaient à présenter une liste. Le parti lepéniste bénéficie à la fois de l'affaiblissement d'une telle liste (en recul de 2 points, à 2,5 % d'intentions de vote) et des difficultés de la liste de Nicolas Dupont-Aignan, qui s'effrite de 1,5 point, à 4,5 % ou 5 %.

Le début de campagne jugé encourageant de François-Xavier Bellamy, à la tête de la liste du parti Les Républicains, n'a pas convaincu les électeurs. Comme fin février, il ne recueille toujours que 12 % des intentions de vote. Il en est de même pour La France insoumise (LFI) et les écologistes qui restent au coude-à-coude à 8 %, tandis que les communistes sont encaimés à 2 %. Le seul mouvement perceptible à gauche résulte de l'accord passé entre les socialistes et le mouvement Place publique : la liste conduite par Raphaël Glucksmann progresse de 1 point ou 1,5 point (sans ou avec les « gilets jaunes ») pour s'établir à 6,5 %, tandis que la liste de Génération.s conduite par Benoît Hamon s'érode à 4 %.

Le Rassemblement national (RN) talonne désormais la liste de La République en marche (LRM). Avec 22 % d'intentions de vote, il obtient un score élevé – supérieur à celui du premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Après une progression d'un point par rapport à la vague du mois de février, il se retrouve au même niveau, à période comparable, que lors de la précédente élection du Parlement européen. Solidement installé, le RN puise sa singularité dans une addition d'oppositions : aux migrations, à l'Union, à Macron.

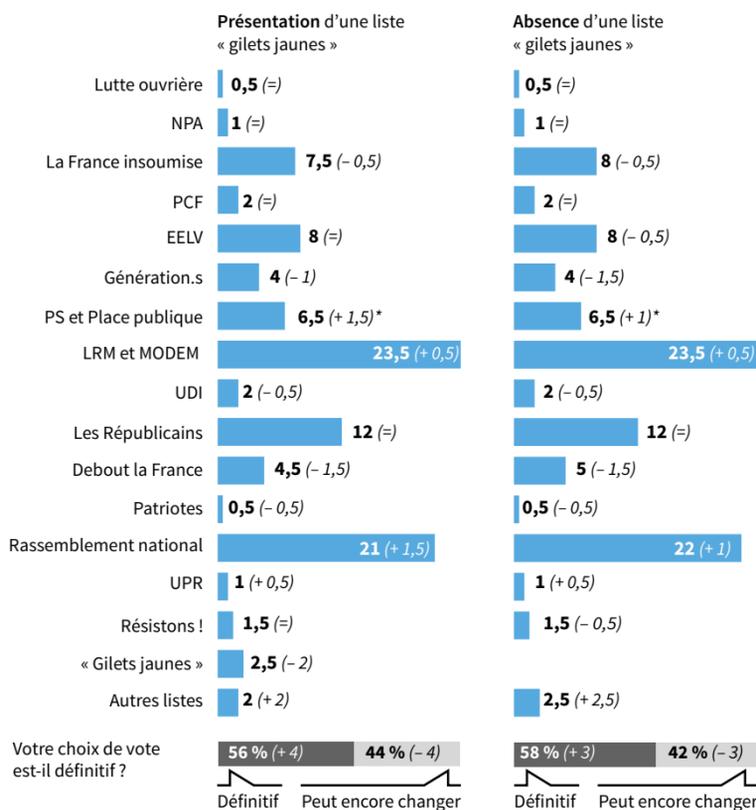
Il y a, d'abord, lorsque l'on analyse la hiérarchie des préoccupations, une véritable obsession migratoire. L'immigration domine

tout et écrase tout. Les électeurs du RN sont les seuls à la placer en tête de tous les enjeux pour la France – 20 points au-dessus des électeurs de LR et 50 points au-dessus des électeurs de LRM et de la gauche. Ils sont également les seuls à marginaliser les autres enjeux pour l'Europe : chez les électeurs du RN, l'écart entre l'immigration et l'environnement ou les inégalités sociales culmine à près de 50 points quand, chez l'ensemble des Français, il est seulement d'un peu plus de 10 points.

Il y a, ensuite, une profonde tentation de sortie de l'Union européenne. 51 % des électeurs du RN déclarent en effet qu'ils éprouveraient « un vif soulagement » si l'Union européenne était aban-

Des intentions de vote relativement stables

« Si les élections européennes se tenaient dimanche prochain, quelle est la liste pour laquelle il y aurait le plus de chance que vous votiez ? », en % de réponses selon l'hypothèse (et évolution par rapport au sondage de février 2019)



POUR DÉTERMINER LEUR CHOIX, UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS (52 %) ASSURENT QU'ILS TIENDRONT COMPTE AVANT TOUT DES PROPOSITIONS DES PARTIS SUR DES QUESTIONS NATIONALES

... mais fragiles Globalement, 56 % (+ 4 points) des personnes interrogées assurent que leur choix est définitif, mais 44 % qu'il peut encore changer d'ici au 26 mai. Seules les listes macroniste et lepéniste peuvent, à ce stade, tabler sur des intentions de vote assez solides : 72 % de choix définitifs pour la première, 78 % pour la seconde. La certitude du choix tombe à 58 % pour LR, 55 % pour LFI, 47 % pour Debout la France et, surtout, 33 %, 34 % et 35 % pour les écologistes, Génération.s et le PS-Place publique.

L'attitude des électeurs du premier tour de l'élection présidentielle confirme ces différences très significatives de solidité des intentions de vote. Ainsi, 74 % des électeurs de Marine Le Pen en 2017 s'apprentent à voter pour la liste du RN et 61 % des électeurs d'Emmanuel Macron pour la liste LRM. A l'inverse, la liste LR ne conserve que 47 % des électeurs de François Fillon et la liste de La France insoumise 40 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon. Quant aux électeurs de Benoît Hamon de 2017, ils se dispersent entre la liste écologiste (25 %) la liste de Génération.s (29 %) et la liste conduite par M. Glucksmann (29 %).

Des préoccupations disparates Pour déterminer leur choix électoral, une majorité de Français (52 %) assurent qu'ils tiendront compte avant tout des propositions des partis sur des questions nationales. Toutefois, le nombre de ceux qui se détermineront en fonction d'enjeux européens (48 %) a pro-

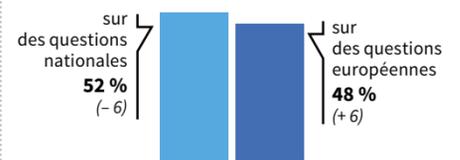
Des choix électoraux déterminés par les questions nationales

en % des réponses (et évolution par rapport à février 2019)

« Si on annonçait demain que l'Union européenne est abandonnée, éprouveriez-vous ?... »



« Pour déterminer votre choix de vote, vous tiendrez compte avant tout des propositions des partis... »



Soutien mitigé au mouvement des « gilets jaunes »

« Quel jugement portez-vous sur le mouvement des gilets jaunes ? »



* En février, l'item était « la liste du PS soutenue par Olivier Faure »

SOURCES : Ipsos - Game Changers pour le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès et *Le Monde*. Sondage réalisé du 15 au 21 mars 2019, sur Internet, sur un échantillon de 10 049 personnes inscrites sur les listes électorales, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

gressé de 6 points en un mois. La lettre adressée par Emmanuel Macron aux Européens le 4 mars explique sans doute cette sensibilisation accrue ; à tout le moins, c'est le cas pour les sympathisants de LRM : 70 % d'entre eux, en hausse de 9 points en un mois, disent qu'ils se prononceraient d'abord en fonction des questions européennes.

Mais les motivations des choix électoraux à venir sont d'autant plus aléatoires que les préoccupations des Français sont disparates. Quand ils sont interrogés sur leur situation personnelle, ils se disent d'abord préoccupés par les questions de pouvoir d'achat (59 %), de santé (36 %), d'environnement (34 %), de retraites (31 %) et d'immigration (25 %).

Leurs préoccupations ne sont pas les mêmes quand ils pensent à la situation de la France : si le sujet du pouvoir d'achat reste majeur (47 %), celui des inégalités sociales (31 %) et de l'immigration (29 %) sont plus prégnants tandis que la santé et les retraites le sont moins. La hiérarchie des inquiétudes est très différente quant à la situation en Europe : la crise migratoire (45 %) est le sujet le plus cité, devant la menace terroriste (36 %), la protection de l'environnement (34 %) et les inégalités sociales entre les pays (33 %).

L'arbitrage qui sera fait entre ces différents niveaux de préoccupation peut modifier les choix finaux des électeurs. A supposer que, d'ici deux mois, le débat européen et la mobilisation sortent de leur atonie actuelle. ■

GÉRARD COURTOIS

Le parti de Marine Le Pen aborde la campagne avec de solides atouts

Avec 22 % d'intentions de vote, le RN obtient un score élevé, supérieur à celui du premier tour de l'élection présidentielle de 2017

donnée quand une majorité absolue de tous les autres électors (60 % pour LR, 72 % pour le PS, 86 % pour LRM) et même une majorité relative des « insoumis » (42 %) déclarent, à l'inverse, que cette perspective provoquerait « de grands regrets ».

Bloc solide Il y a, enfin, un rejet viscéral du président de la République. En effet, 91 % des électeurs du RN – rejoignant sur cet unique sujet par les électeurs de LFI – n'approuvent pas son action et 87 % pas davantage sa personnalité.

Cette trilogie d'oppositions radicales constitue la singularité des électeurs du RN. Leur sociologie reste stable : le parti de Marine Le

Pen est en tête, de loin, dans les milieux populaires mais, plus largement, chez les actifs. Leur fidélité, surtout est remarquable : 75 % des électeurs de Marine Le Pen de 2017 qui votent à l'élection européenne réitérent leur choix de l'élection

51 % DES ÉLECTEURS DU RN DÉCLARENT QU'ILS ÉPROUVERAIENT « UN VIF SOULAGEMENT » SI L'UE ÉTAIT ABANDONNÉE

présidentielle en votant pour le RN quand tel est le cas de moins de 60 % de ceux d'Emmanuel Macron et aux alentours de 40 % de ceux de François Fillon et de Jean-Luc Mélenchon. Enfin, au-delà de leur fidélité, ils sont plus que tous les autres assurés de leur choix : près de 80 % d'entre eux le considèrent « définitif » – c'est un peu plus que les électeurs de LRM et beaucoup plus que tous les autres.

Dans l'état gazeux qui caractérise notre démocratie, il y a plus que jamais un bloc solide : on vote RN par adhésion et par conviction. Ce bloc peut-il s'effriter ? Peut-être à la marge, malgré les déclarations de Marine Le Pen sur le smic à 34 euros ou même la constitution d'une liste de « gilets jaunes ».

Peut-il, à l'inverse, progresser ? Sans doute de plusieurs points, dans la mesure où il existe un réservoir naturel de 8 % d'électeurs – ce qui n'est pas rien – qui déclarent aujourd'hui vouloir voter pour d'autres listes souverainistes de droite et qui partagent très largement tous les rejets des électeurs du RN. Tel est particulièrement le cas des 5 % d'électeurs de Debout la France que leur sociologie – un peu plus âgés, un peu plus aisés, un peu plus catholiques –, distingue encore de ceux du Rassemblement national mais qui constituent la première cible de Marine Le Pen. ■

GILLES FINCHELSTEIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS)